



Cluster Protection Mali



La Commission Mouvement de Populations (CMP) est un sous-groupe du Cluster Protection, dont l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est le chef de file et qui a été mise en place afin de recueillir et analyser les informations disponibles concernant les populations déplacées au Mali suite à la crise dans le nord en 2012. Les membres de la Commission sont: la Direction Générale de la Protection Civile, la Direction Nationale du Développement Social, HCR, OCHA, PAM, UNICEF, ACTED, NRC, DRC, Handicap International, et CRS. Plusieurs autres entités participent régulièrement aux rencontres de la Commission.

Résumé:

A la date du 29 Août 2013, les partenaires de la CMP ont comptabilisés **333,622** individus, ce qui correspond à **51,075** ménages déplacés.

COMMISSION MOUVEMENT DE POPULATIONS									
Estimation du nombre de personnes déplacées internes (PDI) au Mali									
Région	Nb ménages	Nb individus	Individus sexe masculin	Individus sexe féminin	Nb d'enfants	Taille moyenne du ménage	%	Source	Date de mise à jour
Bamako	9,662	72,795	17,407	18,995	36,393	8	19%	OIM/DNDS/DGPC	Août 2013
Kayes	431	2,111	473	507	1,131	5	1%	OIM/DNDS/DGPC	Août 2013
Koulikoro	3,468	26,832	5,918	6,817	14,097	8	7%	OIM/DNDS/DGPC	Août 2013
Mopti	5,418	29,722	6,355	7,213	16,154	5	11%	OIM/DNDS/DGPC	Juillet 2013
Ségou	6,472	46,764	9,184	10,791	26,789	7	13%	OIM/DNDS/DGPC	Août 2013
Sikasso	1,256	7,258	1560	1,649	4,049	6	2%	OIM/DNDS/DGPC	Mai 2013
Gao	9,022	57,079	N/A	N/A	N/A	6	18%	OIM/SEAD	Juin 2013
Kidal	7,795	36,800	N/A	N/A	N/A	5	15%	OIM/Sol	Août 2013
Tombouctou	7,551	54,261	N/A	N/A	N/A	7	15%	OIM/IMADEL	Août 2013
TOTAL	51,075	333,622				7	100%		

Face aux mouvements croissants de retour observés sur le terrain, les partenaires CMP ont décidé d'établir des mécanismes visant à mettre à jour de façon régulière les estimations concernant le nombre d'individus déplacés dans les régions du sud et du centre du pays.

Parmi ces mécanismes, L'OIM collecte auprès des partenaires qui assistent des personnes déplacées les listes des ménages ayant déclaré être rentrés dans leurs zones d'origine. Ainsi, la mise à jour des données concernant la ville de Bamako a été réalisée grâce aux informations fournies par les partenaires terrain. Ces mises à jour expliquent la baisse sensible du nombre de personnes déplacés à Bamako (79,145 individus en Juillet 2013).

Des vérifications terrain sont également menées dans les régions où des opérations d'enregistrement ont été organisées il y a plusieurs mois. A Kayes, les opérations menées par l'OIM, la Direction Nationale du Développement Sociale et La Direction Générale de la Protection Civile ont eu pour conséquence une baisse du nombre de personnes déplacées. Tandis que 2,252 personnes déplacées avaient été enregistrées en Mai 2013, 2,111 PDIs ont été identifiés en août. Cette diminution est probablement due aux mouvements de retour observés dans l'ensemble des régions du sud.

Des mises à jour terrain sont en cour dans les régions de Ségou, Koulikoro et Bamako et permettront de vérifier les tendances au retour des personnes déplacées.

A Mopti, on constate une diminution du nombre de personnes déplacées par rapport au dernier rapport CMP (34,818 individus). Cette baisse s'explique par la mise en œuvre d'opérations d'enregistrement par l'OIM, INTERSOS, le Direction Nationale du Développement social et la Direction Générale de la Protection civile en Juillet 2013. Ces estimations viennent remplacer celles d'avril 2013 et permettent de confirmer la tendance au retour.

En parallèle, et afin de mieux cerner les mouvements de retour et d'identifier les personnes déplacées qui rentrent vers leurs zones d'origine, l'OIM a installé des points de suivi des mouvements de populations dans les villes de Bamako, Mopti, Gao et Tombouctou. L'objectif de ces points de suivi est de produire des tendances en termes de déplacement et de retour mais également de mettre à jour les données concernant les personnes déplacées. Ainsi, le numéro d'identification des déplacés enregistrés qui déclarent retourner chez eux sont collectées et les personnes concernées sont extraites de la base de données.

En ce qui concerne les régions nord, les partenaires CMP viennent de finaliser des outils qui permettront d'obtenir des informations précises concernant les populations déplacées mais aussi les individus retournés, rapatriés et les communautés d'accueil qui vivent à Gao et Tombouctou. Ces évaluations devraient débutées à la mi-septembre.